

# CHOISIR NOTRE EUROPE



Relancer  
la croissance

Karine Gloanec Maurin  
Candidate dans la circonscription  
Massif Central-Centre



1000 milliards  
d'évasion fiscale  
en Europe  
par an !



« La transition écologique  
créera des emplois  
non délocalisables »

Jean-Paul Denanot, tête de liste aux élections européennes



STOP AU  
DUMPING  
SOCIAL !

PAR NOTRE VOTE  
IMPOSONS UNE NOUVELLE  
CROISSANCE



Investir dans  
des grands  
projets  
européens



UN JEUNE SUR  
QUATRE AU  
CHÔMAGE !



Le 25 mai, un seul jour, un seul tour,  
pour élire vos députés européens

[www.choisirnotreeurope.fr](http://www.choisirnotreeurope.fr)

ELECTIONS EUROPÉENNES  
25 MAI 2014

MASSIF CENTRAL-CENTRE



**BIO  
EXPRESS**

**Professeur, Jean-Paul Denanot** a été maire de Feytiat de 1992 à 2004. Président du Conseil régional du Limousin, il est en charge de la formation professionnelle pour l'Association des Régions de France. Au delà de ses mandats, il a initié et pilote le réseau Rur@ct qui fédère une soixantaine de régions rurales européennes. Nommé en 2011 au Comité des régions de l'UE, il porte le combat de l'égalité des territoires.



**L'INTERVIEW  
JEAN-PAUL DENANOT**

TÊTE DE LISTE DU PARTI SOCIALISTE DANS LA CIRCONSCRIPTION MASSIF CENTRAL-CENTRE

**« LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
CRÉERA DES EMPLOIS NON DÉLOCALISABLES »**

**P**ourquoi est-il primordial de réorienter l'Europe aujourd'hui ?  
En donnant priorité aux marchés et à la concurrence « libre et non faussée », la commission européenne, dominée par l'idéologie ultra libérale, a oublié les peuples, leurs souffrances et leurs espoirs. Établir une majorité socialiste à la tête de l'Europe, c'est mettre un terme aux politiques d'austérité et permettre la relance...

**Comment raviver le rêve Européen ?**  
Il faut précisément rapprocher le rêve de la réalité et montrer comment une Europe plus solidaire, plus fraternelle, plus en phase avec les aspirations des gens, peut apporter un bien-être partagé, ouvrir des perspectives aux jeunes, offrir une vie de confort pour nos aînés et assurer un développement durable sur l'ensemble du continent.

**Qu'apporte l'Europe aux territoires ruraux ?**  
Les territoires ruraux couvrent 90 % de la superficie de l'Europe et abritent 60 % de la population des 28 états membres. Leurs richesses naturelles (agriculture, forêt, ressources en eau, ressources énergétiques renouvelables) sont à la base de nombreux projets innovants.  
La Région Limousin, que j'ai l'honneur de présider, est le pilote d'un programme européen Rur@ct qui regroupe une soixantaine de Régions de 14 pays différents. Son but est de préparer l'avenir du monde rural en Europe par l'échange de bonnes pratiques. Et ça marche !

**Quelle place la transition écologique et énergétique dans le nouveau modèle européen ?**  
La prise de conscience européenne sur la question de l'écologie n'est pas nouvelle. Député européen en 2009, j'ai pu voter le paquet énergie climat réorientant les politiques européennes en la matière. Aujourd'hui, il faut aller plus loin sur la question du recyclage, de l'éco-conception et de l'économie dite circulaire. La transition écologique, source d'emplois non délocalisables, est nécessaire pour une nouvelle croissance durable. C'est un engagement fort des socialistes européens.

**« Préparons l'avenir  
du monde rural  
en Europe. »**

**IL L'A DIT...**

**« L'austérité  
en Europe  
est une erreur »**

Martin Schulz,  
président du Parlement européen,  
candidat à la présidence  
de la Commission européenne



**MARTIN SCHULZ** : fermement opposé à la politique d'austérité menée par les conservateurs depuis de trop longues années, son engagement est fondé sur les ambitions claires qui l'ont toujours animé : la justice sociale, l'emploi, la lutte contre le changement climatique et la réforme des marchés financiers. Le 1<sup>er</sup> mars 2014, Martin Schulz a été élu par l'ensemble des partis socialistes et progressistes européens pour être leur candidat à la Présidence de la Commission européenne.

# Refuser l'austérité

**L**es Européens ont besoin de croissance pas d'austérité. Le pacte de stabilité et ses critères rigides (un déficit en dessous de 3 % du PIB et une dette inférieure à 60 % du PIB) représentent aujourd'hui un horizon insurmontable pour bon nombre de pays de l'Union. Quand ils ne rajoutent pas des difficultés au drame, comme en Grèce.

## Mieux investir pour mieux désendetter

La réduction des déficits publics est un objectif mais cela ne peut constituer un horizon politique en soi. Surtout lorsqu'elle se fait au détriment d'investissements pour l'avenir sans lesquels il est illusoire d'espérer combattre le chômage, retrouver une croissance durable et engager un nouveau modèle de développement. La généralisation des politiques d'austérité dans des pays dont l'économie est déjà en récession, réduit le pouvoir d'achat et nourrit un cercle vicieux dépressif : les plans d'austérité aggravent partout la récession et l'endettement. L'aggravation de la récession appelle ensuite de nouveaux plans d'austérité.

## Sortir les conservateurs pour sortir de la crise

La politique menée par les conservateurs depuis 2008 a prouvé son inefficacité à sortir l'Union européenne de la crise. Elle a démontré sa capacité à anéantir les peuples. Elle s'est, de plus, doublée de l'intrusion de la Troïka (Banque centrale européenne, Fonds monétaire international et Commission européenne) dans les politiques des Etats en dehors de tout cadre démocratique. Nous proposons une alternative susceptible de soutenir une croissance nouvelle, et donc des créations d'emplois. **Nous voulons un calendrier étendu, crédible et réaliste, de réduction des déficits publics pour continuer à soutenir financièrement les dépenses d'avenir indispensables au retour de la croissance en Europe.**

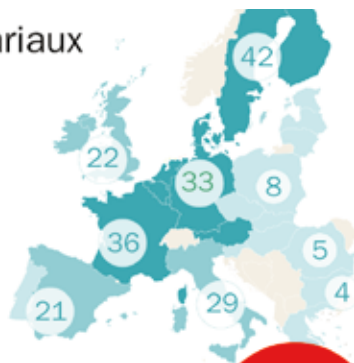
# STOP AU DUMPING SOCIAL

**L'UE compte 1,5 million de travailleurs détachés. Nous voulons harmoniser les droits sociaux vers le haut pour tous les travailleurs.**

Des coûts salariaux très différents dans l'UE...

Le coût de l'heure de travail en euros à la fin 2013

- 32 à 42€
- 21 à 29€
- 4 à 15€



... et des entreprises qui abusent du statut de "travailleur détaché"

Nombre officiel de travailleurs détachés en France



220 000 à 300 000 non déclarés (donc payés aux conditions de leur pays d'origine) selon le ministère du travail

Le travailleur détaché est envoyé par son entreprise dans un autre pays de l'UE

Ses cotisations sociales sont celles de son pays d'origine

Ses conditions de salaire sont celles de son pays de séjour

Source : Sénat, Coe-Rexecode

Des sociétés malhonnêtes, opérant frauduleusement, ont détourné le statut des travailleurs détachés à des fins de concurrence déloyale et d'esclavage moderne. C'est l'action des socialistes qui permet de combattre le dumping social et l'exploitation des travailleurs détachés.

## NOUS VOULONS

- ☞ Coordonner les contrôles entre les États.
- ☞ Sanctionner les patrons-voyous et contraindre les entreprises à faire respecter le Code du travail par leurs sous-traitants.

# POSSIBLE OU PAS ? Un SMIC européen

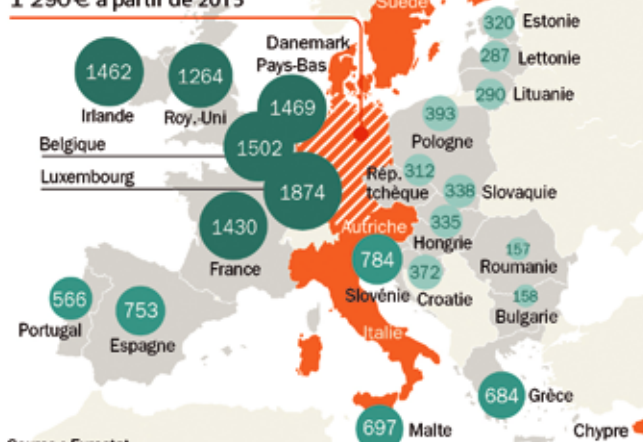
Le salaire minimum brut en Europe

En euros par mois (au 1<sup>er</sup> janvier 2013)

supérieur à 1000€ | de 500 à 1000€ | moins de 500€ | pays de l'UE sans salaire minimum

Allemagne

Le salaire minimum sera de 8,50€ de l'heure soit 1 290€ à partir de 2015



Source : Eurostat

Victoire de la gauche dans le cadre de la coalition : Angela Merkel a accepté l'instauration d'un salaire minimum. Il faut qu'il soit généralisé à l'ensemble des pays de l'UE : l'absence, ou l'insuffisance des salaires minimum met en concurrence les salariés, leurs entreprises et les États.

## NOUS VOULONS

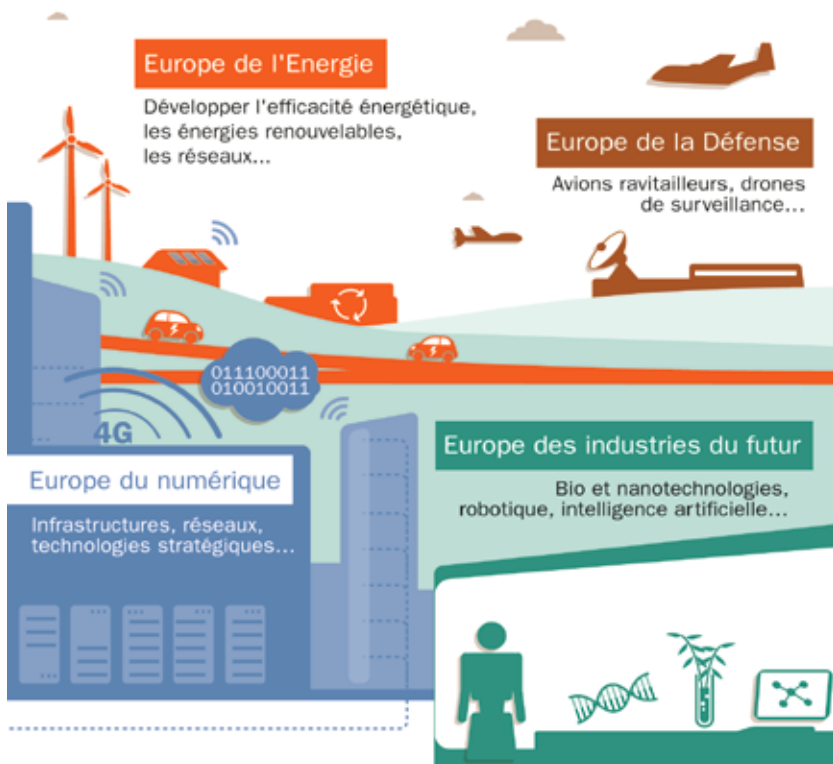
- ☞ Imposer un salaire minimum européen décent dans chaque État de l'Union européenne.



# INVESTIR DANS DE GRANDS PROJETS INDUSTRIELS ET ÉNERGÉTIQUES

Pour relancer durablement la croissance, l'économie européenne doit investir dans des secteurs à haut potentiel en termes d'emplois et de développement durable.

**4 grands projets** pourraient être développés à l'échelle de l'Europe :



## COOPÉRATION INDUSTRIELLE

# De nouveaux champions européens

► La situation des comptes publics réduit considérablement les marges de manœuvre des États. Pour faire la course en tête à l'international, l'économie européenne doit se distinguer par son excellence en matière d'innovation, de qualité de formation de sa main-d'œuvre et de collaboration. Ce seront les gages de sa plus grande compétitivité face aux États-Unis, mais aussi aux pays émergents. L'Union européenne peut apporter une aide considérable aux États en concentrant son soutien aux territoires, à la recherche et aux PME dans des secteurs à forte valeur ajoutée en termes d'emplois et de retombées économiques. Énergie et technologies vertes, chimie, santé, industrie pharmaceutique, défense, technologies de l'information et de la communication... Autant de domaines d'excellence pour la France et les Européens.

## NOUS VOULONS }

- Investir dans de grands projets industriels et énergétiques.
- Ne pas compter les investissements d'avenir dans le calcul du déficit des États.

## ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

# Défendre notre modèle

Associations, mutuelles et coopératives, fondations, entreprises sociales : 14,5 millions d'Européens travaillent dans le secteur de l'Économie sociale et solidaire, soit 6,5 % de la population active de l'UE. Synonymes d'emplois locaux, d'innovation sociale et technique, de gouvernance démocratique et de croissance durable, ces structures productrices de richesses jouent un rôle essentiel dans la protection des citoyens européens dans les secteurs des soins et de la santé mais aussi dans le développement économique des territoires. En France, elles représentent 2,33 millions de salariés et 222 800 établissements employeurs. L'Europe doit les soutenir financièrement et les protéger de la concurrence sauvage.

## NOUS VOULONS }

- Développer l'Économie sociale et solidaire qui constitue un gisement d'emplois et d'innovations.
- Sécuriser les budgets consacrés à l'Économie sociale et solidaire et leur permettre de bénéficier du fonds social européen (FSE) pour 2014-2020.

## CROISSANCE ECONOMIQUE

# Miser sur les PME

L'Union européenne compte plus de 20 millions de Petites et Moyennes Entreprises (PME). Elles constituent 95% du tissu économique en Europe, représentent un vivier majeur d'emplois en Europe et sont un moteur essentiel en termes de croissance économique et d'innovation. Privées de leurs débouchés commerciaux par les politiques d'austérité qui minent la consommation et l'investissement, elles peuvent difficilement emprunter car les banques, frileuses, ont rationné leur crédit. Ces obstacles contraignent les plus fragiles à mettre la clé sous la porte et empêchent les autres d'investir. L'Union européenne doit leur donner les moyens de se financer et les soutenir pour qu'elles puissent trouver de nouveaux débouchés, notamment à l'export.

## NOUS VOULONS }

- Favoriser l'innovation, l'accès aux marchés de capitaux, et l'essor de PME.
- Améliorer l'accès aux contrats de marchés publics (17 % du PIB de l'Union européenne).

# LES BANQUES DOIVENT PAYER POUR LES BANQUES, PAS LES CONTRIBUABLES

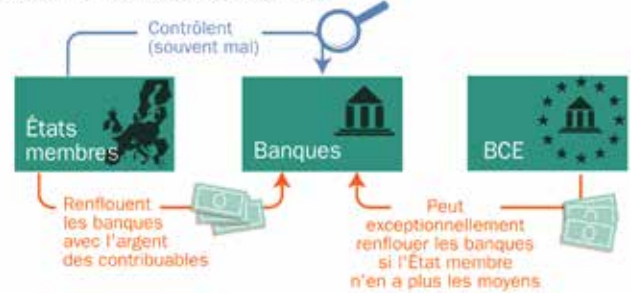
Les représentants du Parlement et du Conseil européens se sont entendus sur un dispositif de gestion des faillites bancaires. Voté au Parlement le 14 avril dernier, l'accord sur l'Union bancaire est en train de naître. L'enjeu est de taille : contrôler les banques pour prévenir les risques de faillite, comme en 2008, et protéger les dépôts des épargnants. Et surtout, faire payer les plans de sauvetage des banques par les banques et non plus par les

contribuables. Dès son arrivée à l'Élysée, François Hollande a convaincu Angela Merkel de créer un « fonds de résolution européen » de 55 milliards d'euros, destiné à renflouer une banque en cas de menace de faillite. La droite s'est opposée à toute réforme ambitieuse des banques relayant les diktats de la finance. Nous exigeons la séparation des activités spéculatives et une augmentation plus importante du capital des banques pour mieux protéger leurs clients.

## NOUS VOULONS

- Parachever l'Union bancaire pour contrôler les banques.
- Séparer les activités des banques utiles à l'économie des activités spéculatives.
- Mettre en œuvre la régulation des salaires et des bonus des traders.

### Avant l'Union bancaire



### Avec l'Union bancaire



## POSSIBLE OU PAS ? UNE NOUVELLE POLITIQUE MONÉTAIRE

Le risque déflationniste nous guette : c'est un nouveau constat d'échec de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). La faible hausse des prix pénalise la rentabilité des entreprises qui finissent par comprimer leurs coûts, et notamment baisser les salaires. C'est un cercle vicieux qui s'installe puisque la demande diminue ce qui pousse

encore à la baisse des prix. D'autant que les banques continuent à ne pas vouloir prendre de risques et ne prêtent pas suffisamment d'argent aux entreprises. La BCE est maintenant sommée de mener une politique monétaire plus active qui soutienne la croissance et l'emploi et fasse baisser le cours de l'euro en injectant des liquidités dans le

circuit bancaire. Ses marges de manœuvre sont considérables compte tenu du niveau faible de l'inflation, très en-deçà de la limite des 2 % fixée par les traités. Son mandat doit être élargi et l'Union européenne doit mettre en place un gouvernement économique pour qu'enfin la politique monétaire soit au service de l'économie réelle et de l'emploi.

## TAXER LA FINANCE

L'Europe a besoin d'argent pour financer une politique de croissance. Or, le budget européen ne représente que 1 % de la richesse produite en Europe. C'est très insuffisant pour tenir des objectifs de création d'emplois, d'innovation et de soutien à l'économie. Pourtant, 94 % des dépenses de l'UE sont des investissements qui dynamisent nos territoires ! L'Europe doit trouver des ressources ne dépendant plus des États, donc des contribuables. La taxe sur les transactions financières rapporterait 34 milliards. 11 pays, dont la France et l'Allemagne, sont d'accord pour la mettre en œuvre. Nous défendons aussi une taxe carbone aux frontières, qui pénaliserait les importations de produits ne répondant pas aux normes environnementales européennes.

### La taxe sur les transactions financières

Son but : permettre aux États de répondre aux défis de la mondialisation financière et notamment de lutter contre la spéculation

11 pays prêts à l'appliquer à ce jour



## NOUS VOULONS

- Instaurer maintenant la taxe sur les transactions financières.
- Doter l'Union européenne d'un budget pour l'investissement et la solidarité.
- Donner à l'UE la possibilité de développer les obligations européennes dédiées aux projets (projects bonds).

# 1 000 MILLIARDS D'EUROS PAR AN D'ÉVASION FISCALE

**M**ille milliards d'euros par an : c'est la somme phénoménale que représente la fraude fiscale en Europe d'après la Commission. Au total, 20 % du PIB de l'Union européenne échappe à l'impôt. Cette fraude à grande échelle est intolérable, inacceptable en temps de crise. Mille milliards représentent les dépenses annuelles de santé des pays et quatre fois ce qu'ils investissent dans l'éducation. Cette somme permettrait de réduire les dettes des États et de stimuler la croissance. Les pays doivent coopérer pour sanctionner les fraudeurs et mettre fin aux paradis fiscaux.



## NOUS VOULONS

- ⊗ Intensifier la lutte contre l'évasion fiscale, établir une liste noire complète des paradis fiscaux.
- ⊗ Obliger les grandes entreprises à mettre en place une comptabilité pays par pays, instaurer un système d'information automatique des dépôts des non-résidents.
- ⊗ Abolir le secret bancaire et infliger des sanctions lourdes aux contrevenants: retrait des licences bancaires et interdiction d'accès aux marchés publics européens aux établissements présents dans les paradis fiscaux.

## Lobbies

Février 2012, des milliers de personnes dans le monde ont manifesté leur opposition à l'accord commercial anti-contrefaçon (ACTA) qui menaçait les libertés individuelles et l'accès aux médicaments génériques. Une mobilisation en soutien aux parlementaires progressistes qui défendaient le rejet du traité par le Parlement européen. Cette victoire est celle de la démocratie contre les lobbies. Les contre-pouvoirs ne peuvent être négligés et doivent être écoutés par la Commission européenne.

# GOOGLE DOIT PAYER !

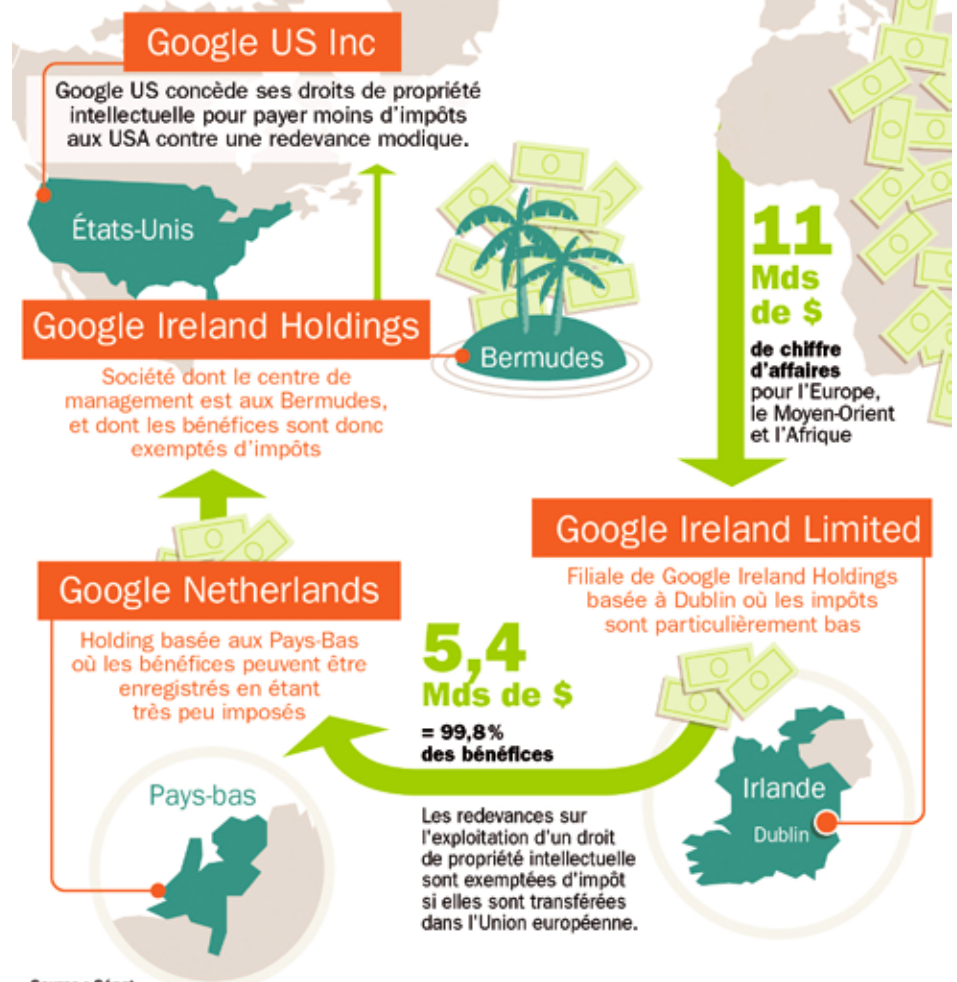
**C**ertains géants industriels, et notamment ceux du numérique, Google, Amazon, Apple, Facebook ou Microsoft sont passés maîtres dans l'art de « l'optimisation fiscale ». Ils échappent ainsi à l'impôt dont ils doivent s'acquitter dans les pays où ils développent leurs activités. Google a réussi l'exploit, en 2011, de ne verser que 3,2 % d'impôts sur les bénéfices réalisés à l'étranger. Comment ? En s'établissant fictivement dans des Etats à faible taux d'imposition et en utilisant les accords internationaux destinés à éviter une double imposition pour ne pas payer d'impôts du tout ! Face à cette situation, les Etats, isolés devant la toute-puissance des multinationales, n'ont pas les moyens suffisants pour y mettre fin.

## NOUS VOULONS

- ⊗ Exiger que les entreprises paient leurs impôts là où elles exercent leurs activités.
- ⊗ Contraindre les géants du Web à financer la création et les investissements dans les réseaux numériques dont ils sont les premiers bénéficiaires.

## Optimisation fiscale, l'exemple Google

« Double irlandais et sandwich hollandais »  
Système utilisé par Google, Apple, Facebook et Microsoft pour payer le minimum d'impôts sur les bénéfices.



Source : Sénat

## LA NÉGOCIATION UE-ÉTATS-UNIS SE DÉROULERA SUR PLUSIEURS ANNÉES

Il n'y aucune raison de ne pas discuter avec les Américains si l'accord est avantageux pour les deux parties. S'il ne nous convient pas, il ne sera pas signé car il devra être approuvé par tous les États membres, le Parlement européen et les parlements nationaux.



Les échanges commerciaux UE - États-Unis en 2013



Des États-Unis vers l'Union européenne

De l'Union européenne vers les États-Unis

Sur demande des États membres, l'accord ne doit pas concerner...

Les services audiovisuels, exception culturelle, pour préserver la diversité culturelle et linguistique

Les marchés publics de défense pour protéger des intérêts essentiels de notre sécurité

et il doit préserver...

Un haut niveau de protection de l'environnement, des travailleurs et des consommateurs

La ligne rouge à ne pas franchir, ce que les socialistes exigent

Permettre un meilleur accès de nos entreprises aux contrats publics américains

Protéger nos « indications géographiques » (vins, fromages...)

Les socialistes seront vigilants sur Les secteurs sensibles (agriculture...)

La protection des données personnelles L'information des citoyens

Les mécanismes de règlement des conflits

## JUSTE-ÉCHANGE

# Une Europe ouverte, pas offerte

Nos entreprises doivent avoir accès aux grands marchés en expansion rapide d'Asie, d'Amérique et d'Afrique, tout en étant préservées d'une concurrence déloyale qui bafoue les normes internationales, sanitaires, environnementales et sociales. Les traités commerciaux internationaux conclus par l'UE doivent protéger l'accès à notre marché de 500 millions d'Européens, en imposant le respect de nos normes. Nous défendons un juste-échange fondé sur les principes de réciprocité, d'équilibre et de respect de normes internationales. Nous sommes contre le libre-échange généralisé mais aussi contre le repli protectionniste.

## Pour un traité social européen

L'emploi et le pouvoir d'achat sont les préoccupations principales des Européens. Elles ne sont pas celles des conservateurs européens qui, aux commandes de l'Union, ne raisonnent qu'en termes de coupes budgétaires et de régression sociale.

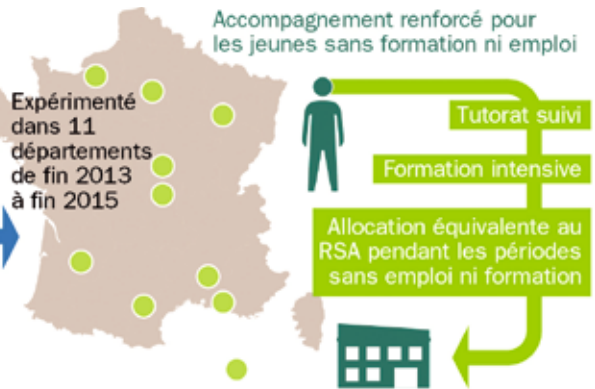
La prochaine étape de la construction européenne doit être celle de la lutte contre le chômage et les inégalités, celle du retour vers une croissance durable. Nous voulons rééquilibrer la construction européenne par l'ajout d'un « traité social européen ». Il imposera le respect d'objectifs d'amélioration des conditions de vie et de travail, de qualité des emplois, de lutte contre les discriminations à l'embauche et dans les rémunérations, de dialogue social et de développement durable. Ce traité garantira à tous les droits du travail, le niveau de protection sociale, le droit syndical et le principe de la clause la plus favorable aux salariés.

## «GARANTIE JEUNES» EUROPÉENNE UN JEUNE SUR QUATRE AU CHÔMAGE !

### «La garantie jeunes»

Un dispositif mis en place par le gouvernement socialiste en France

Financé par l'Union Européenne



Génération sacrifiée », « ascenseur social en panne »... Quelle que soit l'expression, la situation est inacceptable : 5,5 millions de jeunes européens au chômage, soit un quart des moins de 25 ans. Sous l'impulsion de la France, nous avons obtenu de l'Europe la mise en place de la « garantie jeunes ». Plus de 6 milliards d'euros ont ainsi été débloqués pour que les jeunes se voient proposer un

complément d'éducation ou de formation, un emploi, un contrat d'apprentissage ou un stage dans les quatre mois suivant leur sortie du système éducatif ou la perte de leur travail. Un début significatif mais pas suffisant. En France, le gouvernement teste la « garantie jeunes » dans 11 départements et soutient les programmes d'aide à l'emploi des jeunes : emplois d'avenir, contrats de génération, contrats aidés.

**NOUS VOULONS**

- Augmenter le financement de la « garantie Jeunes » à 21 milliards d'euros, mieux encadrer les stages.
- Créer un fonds européen d'aide à la mobilité étudiante.
- Étendre Erasmus et Erasmus-Plus à toute la jeunesse, en formation générale ou professionnelle et aux jeunes en recherche d'emploi.



**L'INTERVIEW**  
**KARINE GLOANEC MAURIN**

CANDIDATE DU PARTI SOCIALISTE  
DANS LA CIRCONSCRIPTION MASSIF CENTRAL-CENTRE

**L'ENJEU DU 25 MAI**

Une majorité de gauche au  
Parlement européen, c'est possible !  
Le 25 mai, un seul jour, un seul tour.

**« L'EUROPE DOIT PROTÉGER  
SES ARTISTES ET SA CULTURE »**

**BIO  
EXPRESS**

**Consultante, Karine  
Gloanec Maurin**

a débuté sa vie professionnelle comme artiste dramatique puis directrice administrative. Diplômée de Science Po, elle s'engage dans la vie politique pour l'Europe et la Culture. Première adjointe au maire de Saint-Agil (41), elle est aussi vice-présidente du Conseil Régional du Centre en charge des relations internationales et de l'Europe. Elle préside la commission culture de l'Association des régions de France.

**Avec quel argent financer les investissements créateurs d'emploi ?**

Lutter contre l'évasion fiscale, qui représente 1 000 milliards d'euros par an, nous permettra de renforcer les investissements nécessaires. Les fonds structurels européens, dont nos régions bénéficient, les prêts de la BEI dans le cadre du « pacte de croissance » de 120 milliards y contribueront également. Augmentons le budget européen en développant des ressources propres à l'UE, comme la taxation des transactions financières ou la taxe carbone aux frontières, pour réaliser des projets d'infrastructure, (Europrojects)... La Commission doit exclure les investissements

d'avenir du calcul des dettes des États.

**Comment lutter contre les excès de la finance et de l'évasion fiscale ?**

Il faut interdire les activités des entreprises opérant ou siégeant dans les paradis fiscaux. L'Union européenne doit clairement dire stop à cette compétition déloyale et lancer un grand chantier fiscal européen, systématiser l'échange automatique d'informations fiscales et cesser de prendre les décisions à l'unanimité. Pour protéger les citoyens, outre l'Union Bancaire qui fera payer les banques pour leurs erreurs, il faut séparer les activités utiles à l'économie des activités spéculatives.

**Comment protéger notre diversité culturelle et notre patrimoine ?**

À l'heure de la globalisation, la culture apportera une contribution essentielle si on soutient la diversité culturelle. La culture n'est pas une marchandise : on ne doit pas revivre l'épisode fâcheux qui a vu s'affronter opposants et partisans de l'exclusion de l'audiovisuel dans le mandat de l'accord transatlantique. L'Europe doit aider ses artistes, avec un fonds européens pour la création et préserver d'urgence son patrimoine par un fonds de solidarité, qui en ces temps d'austérité forcée, aiderait les pays endettés à sauver notre héritage commun, comme en Italie, Pompéi ou Herculanium.

© D.R. & Fotolia - PGE 94160 - RC 390857297

**Le top 6  
de vos propositions  
pour réorienter  
l'Europe sur  
choisirnotreeurope.fr**

-   
**1.  
L'IVG EST  
UN DROIT  
FONDAMENTAL**
-   
**2.  
GOOGLE  
DOIT  
PAYER**
-   
**3.  
STOP AU  
DUMPING  
SOCIAL**
-   
**4.  
GARANTIE  
JEUNESSE**
-   
**5.  
EGALITÉ ENTRE  
HOMMES  
ET FEMMES**
-   
**6.  
REFUSER  
L'AUSTÉRITÉ**

**Le 25 mai, votons pour la liste « Choisir notre Europe » conduite par Jean-Paul Denanot**



1. Jean-Paul Denanot    2. Karine Gloanec Maurin    3. Jean Mallot    4. Marion Canales    5. Christophe Lavielle

Ne pas jeter sur la voie publique.



**CIRCONSCRIPTION MASSIF CENTRAL-CENTRE**  
AUVERGNE • CENTRE • LIMOUSIN